

Sous-Secteur Sports et Loisirs

CHAPITRE I: Contexte Général du s/sous - secteur et son importance socio-économique.

1. Importance socio-économique du s/sous-secteur:

Un peuple sain est un peuple qui a des aptitudes au travail et au développement.. Les actions de ce sous/sous-secteur contribuent à l'épanouissement des valeurs essentielles d'humanisation nécessaires au développement socio-économique.

Tous les membres de la société devant bénéficier des bienfaits du sport, la pratique sportive de masse sera promue dans le cadre du sport amateur.

Bien que nous n'ayions pas un sport professionnel pour le moment, la tendance est que dans les années à venir, il y aura des jeunes qui vivront grâce au sport et aux exhibitions des loisirs.

Le développement du sport et des Loisirs favorise le mouvement économique notamment dans la production des équipements sportifs, dans l'installation des infrastructures et dans la promotion du tourisme.

Par ailleurs, les échanges des sportifs et des artistes contribuent à l'établissement et au renforcement des liens de coopération.

2. Définition du s/sous-secteur:

Le sport est une activité ludique à dominance corporelle, axée sur la performance et la compétition comportant des règlements et des institutions spécifiques. Il est utile à la santé, accroît la force vitale de la population, contribue au développement de la personnalité et constitue un très bon facteur culturel. Il assure par la diversité de ses formes d'exercices, une aide efficace pour la vie au sein d'une communauté. Le sport par ses effets variés, contribue à développer les valeurs socio-culturelles et économiques de la société qui sont à la base de l'humanisation et du maintien de l'ordre social.

B. Equipements

Le Gouvernement et les privés consentent beaucoup d'efforts pour l'acquisition des matériels et équipements. Néanmoins, le Pays éprouve encore de grands besoins compte-tenu du nombre croissant de pratiquants.

C. Moyens humains

La formation du personnel technique et administratif a débuté avec la création du Département chargé des Sports en 1972. Ce personnel reste trop insuffisant eu égard à l'objectif de promouvoir le sport de masse au niveau des milieux rural et urbain et au niveau du sport de haute compétition. Pour assumer la mission de donner des orientations politiques et de formation, l'Administration et l'enseignement auront besoin de cadres qualifiés. Le personnel formé se trouve réparti suivant le tableau ci-après :

C.1. CADRES SUPERIEURS

Désignation	Formés	en formation	Affectation
Inspecteurs de la Jeunesse et des Sports	5	-	MIJEUCOOP
Professeurs d'Education Physique	8	16	-4 au MIJEUCOOP -2 au MINEPRISEC -1 au MINESUPRES -1 au MININTER

C.2. CADRES MOYENS

Désignation	Formés	en formation	Affectation
Conseillers sportifs	4	-	MIJEUCOOP
GRADUES EN EPS	2	-	1 au MINEPRISEC 1 au MIJEUCOOP
REGENTS EN EPS	1	-	MIJEUCOOP

C.3. Le Nombre d'entraîneurs et animateurs formés s'élève à 300 personnes.

3. Ressources matérielles et humaines

A. Infrastructures

Avec l'apparition du sport moderne, spécialement le Football, les terrains étaient aménagés principalement aux alentours des missions. Depuis quelques années, des infrastructures ont été aménagées ^{et} les communes font des efforts pour reconstruire les terrains abandonnés et en aménagent d'autres. L'on notera que si beaucoup de terrains de Football ont été construits, un effort devrait être fait pour d'autres disciplines comme l'athlétisme, le volleyball, le handball et le basketball.

A.1. Tableau des stades existant dans le pays

a. Stade National de REMERA en voie d'achèvement. Il est d'une capacité de 30.000 places.

b. Stades dits régionaux: TABLEAU

NOMINATION	Terrain de Football	Pistes d'Athlétisme	Aires de Lancers	Vestiaires	CAPACITE
STADE DE NYAMIRAMBO	X	X	X	X	20.000
STADE UMUGANDA DE GISENYI	X	X	X	X	10.000
STADE HUYE	X	-	-	X	5.000
STADE KAMARAMPAKA DE CYANGUGU	X	X	X	X	5.000
STADE DE RUHENERI	X	X	X	X	10.000
STADE DE BYUMBA	X	X	X	X	10.000

A.2. STADES EN CONSTRUCTION OU EN VOIE DE L'ETRE

NOMINATION	: CAPACITE
STADE DE GIKONGORO	: 10.000
STADE DE GITARAMA	: 10.000
STADE DE KIBUYE	: 5.000
STADE DE KIBUNGO	: -

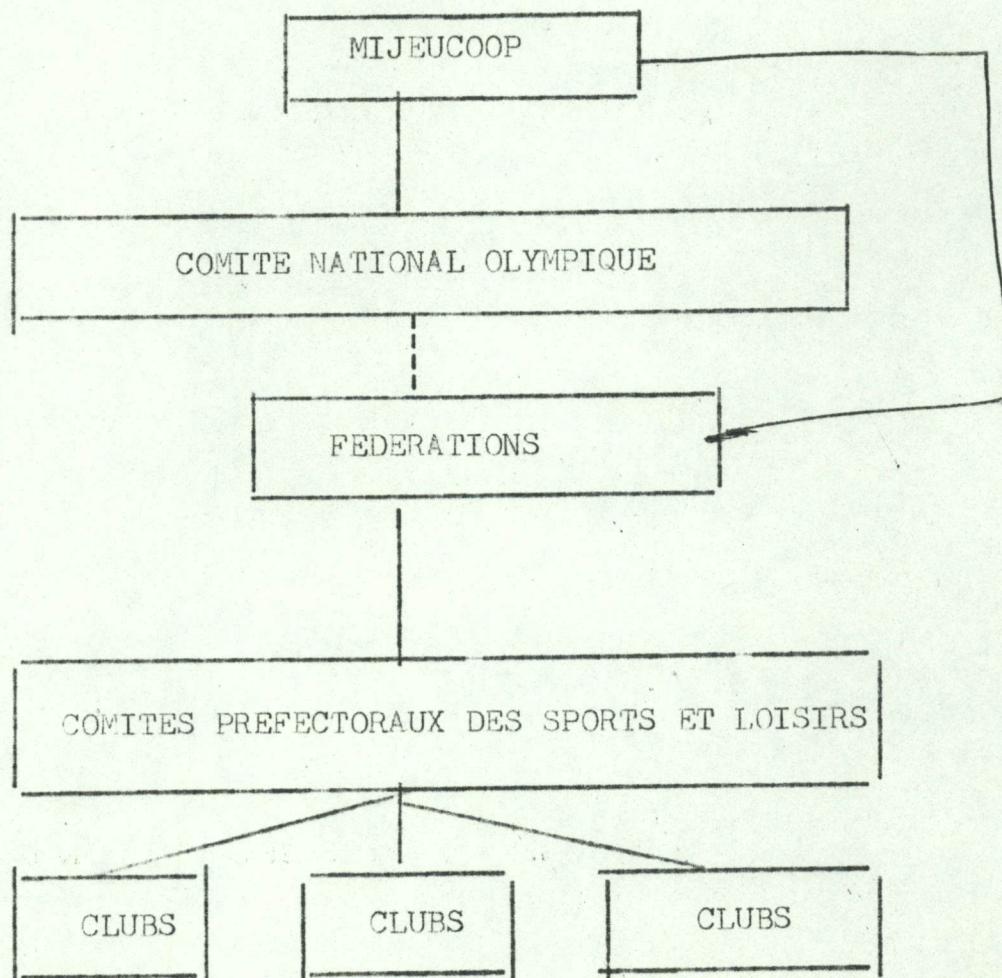
.../...

interviennent spécialement au niveau
Il est important de souligner que les pouvoirs de la formation,
de l'encadrement, des équipements et des infrastructures.

b. Opérateurs privés:

L'article n° 9 de la loi sur les sports et Loisirs dit: " Les sports tant individuels que collectifs peuvent se pratiquer dans les associations ou clubs constitués suivant les prescriptions légales ou dans le cadre des Comités Préfectoraux des sports. Les diverses associations peuvent se regrouper en Fédérations Nationales. Les Fédérations Nationales élisent les membres du Comité National Olympique". La loi reconnaît donc aux privés l'organisation des sports au niveau des clubs et des fédérations. Mais la situation est telle que l'Etat s'occupe en partie de l'organisation étant donné l'inexpérience et l'insuffisance des moyens de ces structures. L'objectif de l'Etat est de les consolider pour qu'à l'avenir elles puissent assurer pleinement leur mission.

ci-Arès la pyramide des opérateurs publics et privés de ce sous/sous-secteur.



4. Ressources financières

Les ressources financières pour les activités sportives et de Loisirs proviennent principalement des budgets ordinaire et de développement. Il y a lieu de noter la part importante de la coopération avec les Pays amis et organismes internationaux.

ci-après, le tableau évolutif du budget consacré aux Sports et aux Loisirs.

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
PERSONNEL	8.790.980	13.600.890	14.474.000	13.508.907	13.654.082	13.882.713	15.095.900	15.728.900
ORGANISATIONS SPORTIVES ET DE LOISIRS	9.334.833	17.000.000	45.000.000	39.250.000	27.000.000	27.000.000	24.000.000	50.500.000
MATERIEL TECHNIQUE	41.125.813	50.600.890	54.474.000	68.758.907	54.654.082	51.018.713	48.231.900	13136.000

Intégration du s/sous-secteur dans l'Economie Nationale

Tel que souligné dans le chapitre I relatif à l'importance socio-économique du s/sous-secteur, le sport contribue à l'augmentation de la production par des hommes aptes physiquement et éduqués aux valeurs d'humanisation.

Le s/sous-secteur sports et Loisirs concourt à la création d'emplois par les services qu'il génère au niveau des administrations et de l'encadrement technique. L'exercice des activités sportives et culturelles est source de revenus pour les acteurs. Il en est de même pour les producteurs des articles de sport et de loisirs ainsi que des propriétaires des infrastructures.

CHAPITRE IV:Contraintes et potentialités du s/sous-secteur

a) Contraintes:

- a.1. Depuis que les sports se pratiquent dans notre pays, il n'y a pas eu de véritable politique de développement de ce s/sous-secteur parce qu'on ne lui accorde pas l'importance qu'il requiert dans la vie sociale.
- a.2. Les mutations sociales qu'a connues notre société, ont entraîné des phénomènes d'acculturation traduits par l'abandon des pratiques des sports traditionnels avec les difficultés d'accommodation aux valeurs et Loisirs modernes.
- a.3. La méconnaissance de l'importance du sport et des loisirs tant au niveau individuel que dans la société en général, a entraîné le manque d'organisation et la mauvaise exploitation du temps libre.
- a.4. L'insuffisance des moyens tant sur le plan individuel que collectif limite l'accès aux pratiques sportives et de loisirs. La même insuffisance ne permet pas l'installation des infrastructures et la disponibilité des équipements facilitant la pratique sportive et de Loisirs à un grand nombre de personnes. Il en est de même pour la pratique du sport d'élite.

.../...

- a.5. L'enclavement du Rwanda n'a pas favorisé les échanges sportifs avec d'autres Pays.
- a.6. L'Education Populaire par la voie des mass media et autres moyens n'est pas suffisante pour amener les gens à accorder l'importance au sport et les éduquer aux valeurs qu'il véhicule.
- a.7. La dispersion des services s'occupant de la culture ne permet pas une vision globale des problèmes liés à son développement.
- a.8. Le manque d'espaces libres pour la construction des installations sportives.
- a.9. Les cadres en place sont insuffisants et certains incompétents. Tant que nous n'avons pas d'institut de formation et de recherche en matière sportive et culturelle, nous ne disposerons pas de cadres suffisants pour répondre aux besoins du s/sous-secteur et préserver l'identité culturelle du Pays.

b. POTENTIALITES

- La volonté politique exprimée des hautes instances*
- b.1. L'existence des orientations données par les instances politiques les plus élevées et les textes politiques: MANIFESTE, Loi sur les sports et les loisirs, Discours-programme du 9 janvier 1979.
 - b.2. Les structures d'organisation chargées du s/sous-secteur ont été mises en place.
 - b.3. Le peuple aime les Sports et les Loisirs
 - b.4. Le pays dispose d'une richesse culturelle importante
 - b.5. L'importance numérique des jeunes pouvant être mobilisés pour ce s/sous-secteur
 - b.6. Le climat du Rwanda est favorable à la pratique des loisirs liés au sport et au tourisme.
 - b.7. L'existence des possibilités d'exploitation de la faune et de la flore.
 - b.8. Le Pays dispose d'une matière première suffisante pour la fabrication des matériels de sport et de loisirs (ballons-filets, imigara etc....)

- b.8. L'artisanat individuel dans le cadre de l'occupation du temps libre est possible étant donné l'existence d'une matière première abondante (poterie, artistique et autres).
- b.9. L'existence d'une même langue pour tous les rwandais rend la communication facile et partant l'échange des connaissances.
- b.10 L'affiliation du Pays aux organisations sportives et de loisirs internationales et régionales favorise les échanges fructueux avec d'autres pays.
- b.11 L'utilisation possible des ~~bibliothèques~~ des C.C.D.F.P. ^{centres} permettra la mise à disposition du public des informations relatives aux sports et aux Loisirs.

B. Infrastructures sportives et de loisirs pour 5 ans: 1989-1993

1. Aider à la construction des stades régionaux à GIKONGORO, KIBUNGO, KIBUYE et GITARAMA de 1989 à 1993.
2. Aider les Ecoles secondaires à construire des terrains de Jeux
3. Soutien aux Communes qui veulent construire des terrains de Sports.

C. Matériel sportif: 1989-1993

- Aider les privés à créer des usines de fabrication de matériel sportif
- Aider les groupements socio-économiques s'orientant vers la fabrique des matériels de sport.

D. Structures organisationnelles: 1989-1993:

- Aider à la création des clubs dans les disciplines n'en disposant afin d'encourager la naissance d'autres fédérations.

pas

E. Subsides aux Fédérations: 1989 - 1993

Accorder des subsides aux 5 Fédérations Existantes à raison de 500.000/an/Fédération afin de leur permettre de mieux fonctionner et d'organiser quelques activités.

PROGRAMME D'ACTION SUR 5 ANS

A. Formation

A.1. Formations existantes en EPS

Nature de la formation	: Durée de la formation
Inspecteur de la Jeunesse et des Sports	: 2 ans après la Licence
Professeur d'Education Physique	: 4 ans après les Humanités
Conseiller d'EPS	: 3 ans après la Maîtrise : en EPS équivalence: : Humanités
MAITRES EPS	: 3 ans après 3 années secondaires réussies.

A.2. Programme de formation

A.2.1: Formation classique

Spécialité	: Diplôme à :	Année de départ	: Année de retour
		1989:1990:1991:1992:1993:1991:1992:1993:1994:1995:1996	
Professorat	: Licence en	5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5	
d'EPS	: EPS		
Conseiller	: Conseillat	3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3 : 3	
sportif	: sportif		
MAITRE EPS	: MAITRISE	5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5 : 5	
	: en EPS		

A.2.2 Formation des Entraineurs et animateurs

Le rythme de formation de courte durée pour les entraîneurs et animateurs est de 60 par an.

A.2.3 Crédit de 15000 francs pour la formation des entraîneurs et animateurs